

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 870

[2007/200551]

1^{er} FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 portant création d'une Cellule de développement territorial

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, notamment l'article 87 § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 portant création d'une Cellule de développement territorial;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 7 juillet 2006 portant désignation des membres de la Cellule de développement territorial;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les références budgétaires reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 portant création de la Cellule de développement territorial;

Considérant que dans un souci d'équité entre les membres du personnel des différentes cellules du Gouvernement wallon, il y a lieu d'harmoniser les règles administratives et pécuniaires régissant le personnel de la Cellule de développement territorial;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} février 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de procéder d'urgence à ces modifications en vue d'assurer la continuité du fonctionnement de ladite Cellule et ainsi respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon en termes de redressement économique;

Sur proposition du Ministre du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, § 2, les termes "dont 1 de rang A4 et 3 de rang A6" sont supprimés.

Le § 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. Peuvent postuler aux emplois visés au § 2 :

1^o les agents des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt

public soumis au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

2^o les membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 précité, qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée.

A défaut de candidatures ou de candidatures valables parmi les personnes visées aux 1^o et 2^o, il peut-être fait appel à du personnel recruté contractuellement à l'extérieur.

Les membres du personnel de la Cellule de développement territorial visés au § 2 sont soumis à une période d'essai de six mois.

§ 4. Les membres du personnel de la Cellule de développement territorial visés au § 2 sont désignés par le Gouvernement wallon, sur proposition de la commission visée au § 1^{er}, élargie au fonctionnaire dirigeant ».

Art. 2. L'article 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Il est alloué aux membres du personnel de la Cellule de développement territorial qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement wallon ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

— échelles A4, A5 ou A6 pour le personnel de niveau 1;

— échelles B3, B2 ou B1 pour le personnel de niveau 2+;

— échelles C3, C2 ou C1 pour le personnel de niveau 2.

Les membres de personnel de niveau 2 et 2+, visés à l'article 4, § 2, bénéficient d'un supplément d'allocation équivalent au supplément d'allocation tel que prévu par l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 2. Les membres du personnel de la Cellule de développement territorial, visés au présent article, bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire promérite pouvant leur être accordée correspond à l'ancienneté cumulée qu'ils ont acquise dans le secteur public, majorée, s'il échet, de la durée des prestations accomplies dans le secteur privé à concurrence de six ans maximum.

§ 3. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au personnel de la Cellule de développement territorial, le Ministre du Développement territorial peut majorer les allocations tenant lieu de traitement dont question au présent article. »

Art. 3. L'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Si le personnel de la Cellule de développement territorial, visé à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, literas a et b, a déjà la qualité d'agent des services du Gouvernement, il est détaché au sein de la Cellule de développement territorial et obtient un congé selon les dispositions régissant le détachement d'agents des services du Gouvernement au sein d'un cabinet ministériel d'un membre du Gouvernement wallon. »

Art. 4. A l'article 8, le § 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, il est accordé aux personnes détachées à la Cellule de développement territorial une allocation fixée comme suit :

1° la personne visée à l'article 4, § 1^{er}, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour le chef de cabinet adjoint;

2° les personnes visées à l'article 4, § 2, *littera a*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les attachés ou conseillers;

3° les personnes visées à l'article 4, § 2, *littera b*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour le personnel d'exécution.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au personnel de la Cellule de développement territorial, le Ministre du Développement territorial peut majorer ces allocations.

Art. 5. L'article 9 est supprimé.

Art. 6. L'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres du personnel de la Cellule de développement territorial aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- fonctionnaire dirigeant : fonctionnaire de rang A3;
- conseillers : fonctionnaires de rang A4;
- attachés : fonctionnaires de rang A5 ou A6;
- personnel de niveau 2+ ou de niveau 2 : fonctionnaires de rang lié à l'échelle barémique leur attribuée.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres du personnel de la Cellule de développement territorial visés à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, *litteras a et b*.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel de la Cellule de développement territorial en remplacement des chèques repas.

Le montant annuel de cette indemnité équivaut à celui fixé dans l'article 22, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon compte tenu des assimilations suivantes :

- a) l'indemnité de chef de cabinet adjoint pour le fonctionnaire dirigeant visé à l'article 4, § 1^{er};
- b) l'indemnité d'attaché ou de conseiller pour le personnel de niveau 1 visé à l'article 4, § 2, *littera a*;
- c) l'indemnité de personnel d'exécution pour le personnel de niveau 2+ ou de niveau 2 visé à l'article 4, § 2, *littera b*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être payée à due concurrence en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 3. Les membres du personnel de la Cellule de développement territorial qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation de la Cellule peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre du Développement territorial et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et peut être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont le membre du personnel est revêtu. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Les membres du personnel de la Cellule de développement territorial peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre du Développement territorial et mentionnant les motifs de la dérogation.

Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

§ 5. Le fonctionnaire dirigeant est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement wallon et organismes d'intérêt public soumis au Code de la Fonction publique wallonne.

§ 6. Dans les limites des crédits budgétaires du personnel de la Cellule de développement territorial, le Ministre du Développement territorial fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de la Cellule qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le même Code de la fonction publique wallonne pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 7. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais communication des membres du personnel de la Cellule de développement territorial sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Art. 7. L'article 12 est supprimé.

Art. 8. L'article 13 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le Ministre du Développement territorial peut accorder une allocation forfaitaire de départ suivant les conditions et les modalités reprises à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 2. Cette allocation est octroyée aux membres du personnel de la Cellule de développement territorial visés à l'article 6, § 1^{er}, conformément aux dispositions prévues par l'article 26, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel de la Cellule de développement territorial quittant la Cellule sont transférés au Service d'assistance en matière administrative et pécuniaire (SePAC) visé à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, chargé d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel.

Art. 9. L'article 15 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Délégation est accordée au dirigeant de la Cellule visé à l'article 4, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros H.T.V.A., pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base relative au fonctionnement de la Cellule et à l'achat de biens divers créée au sein de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

§ 2. Un comptable extraordinaire est désigné parmi les membres du personnel de la Cellule de développement territorial. Des avances de fonds lui sont consenties dans le respect des plafonds fixés dans le dispositif du budget général des dépenses de la Région wallonne pour les comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 5.500 euros H.T.V.A. »

Art. 10. A l'article 16, le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SePAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué imputable sur l'allocation de base créée au sein de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, §§ 1^{er} et 2. »

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 870

[2007/200551]

1. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 zur Gründung einer Zelle für räumliche Entwicklung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, so wie abgeändert, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 zur Gründung einer Zelle für räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2005 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 7. September 2006 zur Benennung der Mitglieder der Zelle für räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 zur Gründung einer Zelle für räumliche Entwicklung angeführten haushaltsmäßigen Angaben abzuändern;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die für das Personal der Zelle für räumliche Entwicklung geltenden administrativen und Besoldungsregeln zu harmonisieren, dies um eine größere Gleichstellung zwischen den Mitgliedern des Personals der verschiedenen Zellen der Wallonischen Regierung zu gewährleisten;

Aufgrund des am 15. Dezember 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. Februar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, diese Abänderungen rasch vorzunehmen, um die Kontinuität des Funktionierens der besagten Zelle zu sichern und so die durch die Wallonische Regierung in Sachen Wirtschaftsaufschwung verfolgten Zielsetzungen einzuhalten;

Auf Vorschlag des Ministers der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 4 § 2 wird der Wortlaut äwobei eine den Dienstrang A4 und drei den Dienstrang A6 besitzend gestrichen;

§ 3 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 3 - Folgende Personen können sich um die in § 2 erwähnten Stellen bewerben:

1° die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, unterliegen;

2° die vertraglich eingestellten Mitglieder des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem vorerwähnten Dekret vom 22. Januar 1998 unterliegen, die einen zeitlich unbefristeten Vertrag in Anspruch nehmen.

In Ermangelung von Bewerbungen oder von angemessenen Bewerbungen unter den unter 1° und 2° erwähnten Personen kann außerhalb dieser Dienststellen angeworbenes Personal herangezogen werden.

Die in § 2 erwähnten Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung unterliegen einer Probezeit von sechs Monaten.

§ 4 - Die in § 2 erwähnten Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung werden durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des in § 5 erwähnten Ausschusses, zu welchem der leitende Beamte auch gehört, benannt.»

Art. 2 - Artikel 6 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1 - Den Personalmitgliedern der Zelle für räumliche Entwicklung, die dem Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, wird eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den weiter unten stehenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

- Gehaltsstufen A4, A5 oder A6 für das Personal der Stufe 1;
- Gehaltsstufen B3, B2 oder B1 für das Personal der Stufe 2+;
- Gehaltsstufen C3, C2 oder C1 für das Personal der Stufe 2.

Den in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitgliedern der Stufen 2 und 2+ wird eine zusätzliche Zuwendung gewährt, die den zusätzlichen Zuwendungen entspricht, so wie in Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehen.

§ 2 - Die im vorliegenden Artikel erwähnten Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung haben Anspruch auf Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich aus Zwischenerhöhungen ergeben, die in der Stufe, in der ihre das Gehalt ersetzende Zuwendung festgelegt worden ist, vorgesehen sind. Das Besoldungsdienstalter, das ihnen gewährt werden kann, entspricht ihrem zusammengezählten gesamten Dienstalter im öffentlichen Sektor, dem ggf. die Dauer der im privaten Sektor erfüllten Leistungen bis höchstens 6 Jahre hinzugerechnet werden kann.

§ 3 - Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister der räumlichen Entwicklung berechtigt, diese im vorliegenden Artikel erwähnten und Gehälter ersetzenden Zuwendungen im Rahmen der dem Personal der Zelle für räumliche Entwicklung erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.»

Art. 3 - Artikel 7 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Wenn das in Artikel 4 §§ 1 und 2 unter *a*) und *b*) erwähnte Personal der Zelle für räumliche Entwicklung bereits die Eigenschaft als Bediensteter der Dienststellen der Regierung besitzt, wird es der Zelle für räumliche Entwicklung vorübergehend zugeteilt und erhält es einen Urlaub gemäß den die Abordnung von Bediensteten der Dienststellen der Regierung in ein Ministerkabinett eines Mitglieds der Wallonischen Regierung regelnden Bestimmungen.»

Art. 4 - In Artikel 8 wird § 1 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

3. «§ 1 - Gemäß Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung wird den in die Zelle für räumliche Entwicklung abgeordneten Personen eine folgendermaßen festgesetzte Zuwendung gewährt:

1° der in Artikel 4 § 1 erwähnten Person wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die der für den beigeordneten Kabinettschefin vorgesehen ist;

2° den in Artikel 4 § 2 unter Buchstabe *a*) erwähnten Personen wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der für die Attachés oder die Berater vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht;

3° den in Artikel 4 § 2 unter Buchstabe *b*) erwähnten Personen wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der für das Ausführungspersonal vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister der räumlichen Entwicklung berechtigt, diese Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck dem Personal der Zelle für räumliche Entwicklung erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.»

Art. 5 - Artikel 9 wird gestrichen.

Art. 6 - Artikel 11 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1 - Im Hinblick auf die Gewährung von Vergütungen für Aufenthaltskosten und Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Personalmitglieder der Zelle für räumliche Entwicklung mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen:

- Leitender Beamter: Beamter der Stufe A3;
- Berater: Beamte der Stufe A4;
- Attaché: Beamte der Stufe A5 oder A6;
- Personal der Stufe 2+ oder 2: Beamte der Stufe, die mit der Gehaltsstufe, die ihnen gewährt ist, verbunden ist.

Diese Gleichstellung darf nicht zur Folge haben, dass die in Artikel 4 §§ 1 und 2 unter *a)* und *b)* erwähnten Personalmitglieder der Zelle für räumliche Entwicklung einer Kategorie zugeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 2 - Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den Personalmitgliedern der Zelle für räumliche Entwicklung anstelle der Essengutscheine gewährt werden.

Der jährliche Betrag dieser Vergütung entspricht dem Betrag, der in Artikel 22 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung festgesetzt ist, dies unter Berücksichtigung der folgenden Gleichstellungen:

- a)* die Entschädigung des beigeordneten Kabinettschefs für den in Artikel 4 § 1 erwähnten leitenden Beamten;
- b)* die Entschädigung eines Attachés oder eines Beraters für das in Artikel 4 § 2 Buchstabe *a* erwähnte Personal der Stufe 1,
- c)* die Entschädigung des Ausführungspersonals für das in Artikel 4 § 2 Buchstabe *b* erwähnte Personal der Stufe 2+ oder der Stufe 2.

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

§ 3 - Die Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts der Zelle befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem Minister der räumlichen Entwicklung ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und kann jeden Monat verlängert werden. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad des Bediensteten bestimmt. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass er in eine Abonnementsklasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 4 - Die Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung können ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, der der Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen Wohnsitz und Arbeitsplatz entspricht unter Vorbehalt einer in diesem Fall von dem Minister der räumlichen Entwicklung ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden.

Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

§ 5 - Der leitende Beamte ist befugt, unter den Bedingungen, die für die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterworfenen Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstfahrten zu benutzen.

§ 6 - Im Rahmen der Haushaltsmittel des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung bestimmt der Minister der räumlichen Entwicklung die individuelle Kilometeranzahl, die den sonstigen Personalmitgliedern der Zelle, die erlaubt werden können, ihren eigenen Personenkraftwagen unter den in demselben Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Beamten, denen sie gleichgestellt werden, vorgesehenen Bedingungen zu Dienstzwecken zu benutzen, jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12 000 km pro Jahr pro Berechtigten nicht überschreiten. Die Rückzahlung kann nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung erfolgen, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten aus Dienstgründen stattgefunden haben, beigefügt werden.

§ 7 - Die Modalitäten in Bezug auf den Erwerb und die Verwendung der Funktions- und Dienstfahrzeuge, die Modalitäten in Bezug auf die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung werden durch das in Artikel 1 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnte Rundschreiben der Wallonischen Regierung geregelt.»

Art. 7 - Artikel 12 wird gestrichen.

Art. 8 - Artikel 13 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1 - Der Minister der räumlichen Entwicklung kann eine pauschale Abgangsentschädigung gemäß den in Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten Bedingungen und Modalitäten gewähren.

§ 2 - Diese pauschale Abgangsentschädigung wird den in Artikel 6 § 1 erwähnten Mitgliedern der Zelle für räumliche Entwicklung gemäß den in Artikel 26 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Bestimmungen gewährt.

§ 3 - Die Personalakten der Mitglieder des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung, die die Zelle verlassen, werden der in Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten ständigen Dienststelle zur Unterstützung bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC) übermittelt.

Unter Personalakte versteht man die gesamten Unterlagen betreffend die in Ausführung der Verwaltungs- und Besoldungsverwaltung des Personalmitglieds vorgenommenen Handlungen.»

Art. 9 - Artikel 15 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1 - Dem in Artikel 4 § 1 des vorliegenden Erlasses leitenden Beamten der Zelle wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe in Höhe von maximal 5.500 Euro ohne MwSt einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die innerhalb des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region geschaffene Basiszuwendung anrechenbar ist, die mit dem Funktionieren der Zelle und dem Ankauf von verschiedenen Gütern verbunden ist.

§ 2 - Ein außerordentlicher Rechnungsführer wird unter den Mitgliedern des Personals der Zelle für räumliche Entwicklung benannt. Geldvorschüsse werden ihm unter Einhaltung der im Wortlaut des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für die außerordentlichen Rechnungsführer des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen festgesetzten Höchstbetragsgrenzen gewährt, um Forderungen bis zu 5.500 Euro ohne MwSt zu zahlen. »

Art. 10 - In Artikel 16 wird § 2 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 2 - Dem für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten zuständigen Berater wird Vollmacht erteilt, um jede durch den ersten oder beauftragten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf eine innerhalb des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region geschaffene spezifische Basiszuwendung anrechenbar und mit den dem in Artikel 4 §§ 1 und 2 erwähnten Personal gewährten Gehältern, Entschädigungen und Zuwendungen verbunden ist.»

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 870

[2007/200551]

1 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005 tot oprichting van een Cel Ruimtelijke Ontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005 tot oprichting van een Cel Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2005 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2006 tot aanwijzing van de leden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Overwegende dat de budgetaire verwijzingen opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005 houdende oprichting van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling gewijzigd moeten worden;

Overwegende dat de administratieve en geldelijke regels die het personeel van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling regelen vanuit een streven naar bekommernis tussen de personeelsleden van de onderscheiden cellen van de Waalse Regering moeten worden geharmoniseerd.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 februari 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze wijzigingen dringend behandeld dienen te worden om de continuïteit in de werking van genoemde Cel te verzekeren en zo de doelstellingen die door de Waalse regering worden nagestreefd in termen van economisch herstel na te leven;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, § 2, worden de bewoordingen "waaronder 1 van rang A4 en 3 van rang A6" geschrapt.

§ 3 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 3. Er kan voor de betrekkingen bedoeld in § 2 gesolliciteerd worden door :

1° de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering of de openbare instellingen onderworpen aan het decreet van 22 januari 1998 betreffende het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering of van de openbare instellingen onderworpen aan bovenvermeld decreet van 22 januari 1998 die een contract voor onbepaalde duur hebben.

Bij gebrek aan kandidaturen of aan aanvaardbare kandidaturen onder de personen bedoeld onder 1° en 2° kan er extern personeel contractueel worden aangeworven.

De personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling bedoeld in § 2 doorlopen een proefperiode van zes maanden.

§ 4. De personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling bedoeld in § 2 worden door de Waalse Regering aangewezen op de voordracht van de selectiecommissie bedoeld in § 1, uitgebreid met de leidend ambtenaar".

Art. 2. Artikel 6 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Er wordt aan de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, of, meer algemeen, van elke openbare dienst, een als wedde geldende toelage verleend, waarvan het bedrag vastligt in de hierna vermelde schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

- A4, A5 of A6 voor het personeel van niveau 1;
- B3, B2 of B1 voor het personeel van niveau 2+;
- C3, C2 of C1 voor het personeel van niveau 2.

De personeelsleden van niveau 2 en 2+, bedoeld in artikel 4, § 2, komen in aanmerking voor een aanvullende toelage die gelijkstaat met de aanvullende toelage zoals bepaald bij artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 2. De in dit artikel bedoelde personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling genieten de tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen voorzien in de schaal waarin hun als wedde geldende toelage is vastgesteld. De geldelijke anciënniteit die hen kan worden toegekend, wordt berekend volgens de anciënniteitsjaren die zij in de overheidssector verworven hebben, in voorkomend geval, vermeerderd met de duur van de prestaties verricht in de privésector ten belope van hoogstens zes jaar.

§ 3. Bij een met redenen omklede beslissing kan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling binnen de perken van de aan het personeel van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling toegekende begrotingskredieten en met de toestemming van de Minister-President, de als wedde geldende toelagen waarvan sprake in dit artikel verhogen. »

Art. 3. Artikel 7 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Als het personeel van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling, bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, litterae *a)* en *b)*, reeds de hoedanigheid van personeelslid van de Regeringsdiensten bezit, wordt hij gedetacheerd in de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling en krijgt een verlof volgens de bepalingen die de detachering van ambtenaren van de Regeringsdiensten in een ministerieel kabinet van een lid van de Waalse Regering regelen. »

Art. 4. In artikel 8 wordt § 1 vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, wordt een toelage verleend aan de in de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling gedetacheerde personen, die als volgt wordt bepaald :

- 1° de persoon bedoeld in artikel 4, § 1, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage voorzien voor de adjunct-kabinetschef;
- 2° de personen bedoeld in artikel 4, § 2, litera *a)*, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage voorzien voor de attachés of adviseurs;
- 3° de personen bedoeld in artikel 4, § 2, litera *b)*, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage voorzien voor het uitvoerend personeel;

Bij een met redenen omklede beslissing kan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling binnen de perken van de aan het personeel van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling toegekende begrotingskredieten en met de toestemming van de Minister-President de als wedde geldende toelagen waarvan sprake in dit artikel verhogen. »

Art. 5. Artikel 9 wordt geschrapt.

Art. 6. Artikel 11 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Met het oog op het toekennen van vergoedingen wegens verblijfskosten en inzake reiskosten wordt de gelijkstelling van de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling met de graden van de administratieve hiërarchie als volgt vastgesteld :

- leidend ambtenaar : ambtenaar van rang A3;
- adviseurs : ambtenaren van rang A4;
- attachés : ambtenaren van rang A5 of A6;
- personeel van niveau 2+ of van niveau 2 : ambtenaren met de rang gekoppeld aan de hun toegekende schaal.

Deze gelijkstelling mag niet inhouden dat de in artikel 4, §§ 1 en 2, litterae *a)* en *b)* bedoelde personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling ingedeeld worden in een lagere categorie dan die welke overeenstemt met hun graad.

§ 2. De personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfskostenvergoeding genieten.

Het jaarlijks bedrag van deze vergoeding is gelijkwaardig met hetgeen dat in artikel 22, § 2 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering is vastgesteld rekening houdend met de volgende gelijkstellingen :

- a)* de vergoeding van adjunct-kabinetschef voor de leidend ambtenaar bedoeld in artikel 4, § 1;
- b)* de vergoeding van attaché of adviseur voor het personeel van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, litera *a)*;
- c)* de vergoeding voor het uitvoerend personeel van niveau 2+ of niveau 2 bedoeld in artikel 4, § 2, litera *b)*.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiséerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid.

§ 3. De personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van de Cel liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks worden verlengd. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt. Die maatregel mag niet inhouden dat het personeelslid ingedeeld wordt in een lagere klas dan die welke hij geniet in zijn oorspronkelijke bestuur.

§ 4. De personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling kunnen bij wijze van afwijkingsmaatregel, een financiële tegenwaarde genieten die gelijkwaardig is met de tegemoetkoming van de werkgever in de kosten voor openbaar vervoer tussen de woonplaats en de werkplek, mits, in dat geval, een bijzondere toelating afgeleverd door de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling waarbij de redenen voor de afwijking worden vermeld.

Deze financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

§ 5. De leidend ambtenaar wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig te gebruiken wegens dienstreizen onder de voorwaarden waarin is voorzien voor de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de Waalse Ambtenarencode.

§ 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het personeel van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling bepaalt de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van de cel die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken in het belang van de dienst onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien bij dezelfde Waalse Ambtenarencode voor de ambtenaren met wie ze zijn gelijkgesteld. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12 000 km per jaar per begunstigde. De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken waaruit de verplaatsingen om dienstredenen blijken.

§ 7. De nadere regels voor de aankoop en het gebruik van ambts- en dienstvoertuigen, de nadere regels voor de bijdrage in de abonnementskosten voor het vaste en het mobiele telefoonnet, fax en internet en de communicatiekosten van de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling worden geregeld bij de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering. »

Art. 7. Artikel 12 wordt geschrapt.

Art. 8. Artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1 De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling kan een forfaitaire vertrektoelage toekennen volgens de voorwaarden en de nadere regels bedoeld in artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 2. Deze toelage wordt toegekend aan de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling bedoeld in artikel 6, § 1, overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling die de Cel verlaten worden overgemaakt aan de Hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden (SePAC) bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, belast met het administratieve en geldelijke beheer.

Onder individueel dossier dient men alle documenten te verstaan die betrekking hebben op de akten genomen ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van het personeelslid. »

Art. 9. Artikel 15 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1 Er wordt aan de leidend ambtenaar van de Cel bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit, tot en met een bedrag van 5.500 euro, BTW niet meegerekend, een machtiging verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die toerekenbaar is op de basisallocatie betreffende de werking van de Cel en de aankoop van allerlei goeden opgericht in organisatie-afdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

§ 2. Er wordt een buitengewoon rekenplichtige aangewezen onder de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling. Er worden hem voorschotten verleend met inachtneming van de maximumbedragen vastgesteld in het beschikbare gedeelte van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer ter betaling van de schuldvorderingen die 5500 euro, BTW niet meegerekend, niet overschrijden. »

Art. 10. In artikel 16 wordt § 2 vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Er wordt aan de adviseur verantwoordelijk voor de SePAC een machtiging verleend om elke uitgave te ordonnanceren die de eerste of afgevaardigde ordonnateur vastgelegd heeft en die toerekenbaar is op de basisallocatie opgericht in organisatie-afdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 12. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE